



Office Burundais des Recettes

"Je suis fier de contribuer à la construction du Burundi"

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° DNCMP/127/F/2022-2023
POUR LA FOURNITURE DE PETIT MATERIEL ELECTRIQUE D'ENTRETIEN ET DE
SECURITE**

Date de Publication : 22/9/2022

Date d'ouverture des offres : 12/10/2022

SEPTEMBRE 2022

PREMIERE PARTIE : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° DNCMP/127/F/2022-2023 POUR LA FOURNITURE DU PETIT MATERIEL ELECTRIQUE D'ENTRETIEN ET DE SECURITE

Date de Publication : 22/9/2022
Date d'ouverture des offres : 12/10/2022

1. Objet du marché

L'Office Burundais des Recettes (OBR) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour « **la fourniture du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité** », dont les spécifications techniques détaillées et les quantités se trouvent dans la deuxième partie du présent Dossier d'Appel d'Offres.

2. Financement du marché

Le Marché est financé à 100% sur le budget propre de l'OBR, exercice 2022-2023.

3. Spécifications du marché

Le présent marché est un marché à commande et sera conduite par Avis d'Appel d'Offres Ouvert National tel que défini dans le Code des Marchés Publics du Burundi.

Les fournitures prévues dans le cadre du présent marché sont constituées du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité dont les spécifications techniques sont définies dans la deuxième partie du présent dossier d'appel d'offres.

Les fournitures seront livrées dans un délai maximum de quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre de notification du marché. La livraison en tranches est autorisée. Le paiement de chaque tranche de livraison sera fait sur présentation d'une facture et d'un procès-verbal de réception y relatif.

4. Allotissement

Le présent marché est constitué d'un seul lot

5. Conditions de participation

La participation au marché est ouverte à conditions égales, à toute personne morale ou physique remplissant les conditions juridiques, techniques et les capacités financières nécessaires à l'exécution de ce marché, conformément à l'article 151 du Code des Marchés Publics.

Ne peut participer à cet appel d'offres, tout soumissionnaire concerné par l'une des règles d'incapacité énumérées dans l'article 161 du Code des Marchés Publics au Burundi.

6. Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être consulté sur le site de l'Office Burundais des Recettes (www.obr.bi) et tous les jours ouvrables de 7h30' à 12h et de 14h à 17h30, heure locale, au Commissariat des Services Généraux de l'OBR, Immeuble VIRAGO, 3ème étage, B.P. 3465 Bujumbura, Tél. 22282146/22282216.

Il pourra être obtenu physiquement au Service des Approvisionnements de l'OBR, sis Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P 3465 Bujumbura II, Tél :22282457 sur présentation d'un bordereau de versement de cinquante mille francs burundais (50.000 BFI) non remboursables au compte **N° 01104582385** ouvert à la Banque de la République du Burundi (BRB).

7. Présentation de l'offre

Les soumissionnaires devront présenter les offres en 5 exemplaires dont un (1) original et quatre (4) copies en mentionnant distinctement sur les exemplaires « **ORIGINAL** » ou « **COPIE** » selon le cas.

Les offres seront accompagnées d'une garantie bancaire de soumission d'un montant de huit cent mille francs burundais (800 000 BIF) délivrée par une banque reconnue par la Banque Centrale du Burundi. Cette garantie de soumission demeurera valide au moins 120 jours après la date limite de dépôt des offres du marché.

La Garantie bancaire de soumission devra être établie suivant le modèle en annexe au présent Dossier d'Appel d'Offres. Les chèques certifiés ne sont pas admis pour garantie de soumission.

8. Validité des offres

Les offres restent valables pour une période de nonante (90) jours calendaires à compter de la date limite d'ouverture des offres.

9. Date limite de dépôt des offres

Toutes les offres devront être déposées à l'adresse indiquée ci-dessous à la clause 11, au plus tard le ../../2022 à 10h. Les offres déposées après la date et l'heure indiquée ne seront pas prises en considération.

10. Séance d'ouverture des offres

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires qui le souhaitent ou de leurs représentants dans la salle de réunion du 6^{ème} étage de l'Office Burundais des Recettes, sis Immeuble VIRAGO COMPLEX tard le 12/10/2022 à 10 h 30'. Le procès-verbal d'ouverture sera signé par les membres de la Sous-commission d'ouverture.

Conformément à l'article 22 alinéa 9 du Code des Marchés Publics en vigueur au Burundi, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport sur le déroulement de la séance et donne une copie à l'Autorité Contractante. Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture.

11. Adresse

L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Commissariat des Services Généraux de l'OBR
Immeuble VIRAGO, 3^{ème} étage
B.P. 3465 Bujumbura
Tél. 22282146/ 22282202

12. Critères de qualification

Les exigences en matière de qualification seront la conformité aux critères administratifs et techniques du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) et l'offre financière la moins disante, pourvu qu'elle ne soit ni sous-estimé, ni surestimé. Le pourcentage étant de $\pm 10\%$ conformément à l'article 194 alinéa 1 du code des marchés publics.

Fait à Bujumbura le ../../2022

**LE COMMISSAIRE DES SERVICES GENERAUX ET PERSONNE
RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS
Gérard SABAMAHORO**

II. REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

II.1 Instructions aux Soumissionnaires

A. Généralités

1. Objet de la soumission

- 1.1 L'Office Burundais des Recettes (OBR), ci-après dénommé "l'Acheteur", lance un Appel d'Offres en vue de l'obtention des fournitures telles que détaillées dans la rubrique de l'objet du marché. Les quantités, le calendrier de livraison ainsi que les spécifications techniques sont définis dans les Données Particulières de l'Appel d'Offre (DPAO).
- 1.2 Le soumissionnaire retenu ou attributaire doit livrer le matériel électrique dans le délai maximum de 45 jours à compter de la date de notification du Marché. Néanmoins, les livraisons partielles sont autorisées.
- 1.3 Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes "**soumission**" et "**offre**" et leurs dérivés sont synonymes, le terme "**jour**" désigne un jour calendaire et les termes fourniture et matériel ont la même signification.

2. Financement

Le marché est financé à 100 % par le budget de l'OBR, exercice 2022-2023.

3. Soumissionnaires admis à concourir

- 3.1 L'Appel d'Offres publié par l'Office Burundais des Recettes s'adresse à tous les fournisseurs remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés publics du Burundi et conformément au Code des Marchés Publics du Burundi et sous réserve des dispositions suivantes :
 - (a) Le soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion pour corruption ou de manœuvres frauduleuses prise en vertu des dispositions de la Clause 5 des Instructions aux Soumissionnaires (IS).
 - (b) Ne peuvent soumissionner au présent Appel d'Offres, les personnes physiques ou morales non conformes aux dispositions du Code des Marchés Publics en vigueur au Burundi.
- 3.2 Les soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'Office Burundais des Recettes (OBR) peut raisonnablement leur demander établissant qu'ils continuent d'être admis à concourir.

4. Critères d'origine des fournitures

Les fournitures peuvent provenir de n'importe quel pays mais elles respectent les normes européennes (CE) et doivent surtout se conformer aux spécifications techniques du Dossier d'Appel d'Offres.

5. Corruption ou manœuvres frauduleuses.

5.1 La législation burundaise exige des agents publics ainsi que des soumissionnaires, prestataires de services, fournisseurs et entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés.

5.2. En vertu de ce principe, sont définis aux fins de cette présente clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

5.2.1. est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché, ;

5.2.2. se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché de manière préjudiciable à l'acheteur.

5.2.3. "Manœuvres frauduleuses" comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver l'Office Burundais des Recettes (OBR) des avantages de cette dernière.

5.3. De plus, l'attention des soumissionnaires est attirée sur les dispositions du Code des Marchés Publics du Burundi traitant des règles d'Éthique et Sanctions en matière de Marchés Publics.

B. Le Dossier d'Appel d'Offres

6. Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres comprend les documents énumérés ci-après et doit être interprété au cas échéant, avec les additifs publiés conformément à la clause 8.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

6.1. Procédures d'Appel d'Offres :

- a. Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
- b. Règlement Particulier d'Appel d'Offres (RPAO) ;
- c. Instructions aux Soumissionnaires (IS) ;
- d. Données Particulières d'Appel d'Offres (DPAO) ;
- e. Formulaire de Soumissions.

6.2. Le soumissionnaire devra examiner les instructions, modèles, et spécifications contenues dans le Dossier d'Appel d'Offres. Il est responsable de la qualité des renseignements demandés par le Dossier d'Appel d'Offres et de la préparation d'une soumission conforme à tous égards, aux exigences du Dossier d'Appel d'Offres.

7. Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres

7.1 Un soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur les documents peut en faire la demande par écrit au Commissaire des Services Généraux de l'OBR et envoyée à l'adresse indiquée au point 11. de l'avis d'appel d'offre ci-dessus, tout au plus dix (10) jours avant la date limite de dépôt des offres.

7.2 L'Office Burundais des Recettes répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements relatifs au Dossier d'Appel d'Offres, qu'il aura reçue au plus tard dans les cinq (5) jours précédant la date limite de dépôt des offres.

7.3 Une copie de la réponse de l'Office Burundais des Recettes indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur, sera adressée à tous les soumissionnaires qui auront reçu le Dossier d'Appel d'Offres.

8. Modifications au Dossier d'Appel d'Offres

- a. L'Office Burundais des Recettes peut, à tout moment, avant la date limite de dépôt des offres, et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.
- b. Tout additif ainsi publié fait partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres et sera communiqué par écrit à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception des additifs par écrit ou en signant dans le carnet de transmission.
- c. Pour donner aux soumissionnaires le temps nécessaire à la prise en considération de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Office Burundais des Recettes a la faculté de reporter la date limite de dépôt des offres.

C. Préparation des offres

9. Langue de l'offre

- a. L'offre ainsi que toutes les correspondances et tous les documents échangés concernant la soumission entre le soumissionnaire et l'Office Burundais des Recettes seront rédigés en langue française.
- b. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français des passages concernant la soumission, auquel cas, et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

10. Documents constituant l'offre

L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis

10.1. Enveloppe contenant l'offre technique qui renfermera :

1. Une preuve d'achat du Dossier d'Appel d'Offres, portant le numéro du marché ;
2. Un acte d'engagement, établi suivant le modèle en annexe ;
3. Une garantie bancaire de soumission, établi suivant le modèle en annexe ;
4. Une attestation de non redevabilité aux impôts et taxes, en cours de validité délivrée par l'OBR ;
5. Une attestation de non redevabilité délivrée par l'INSS en original et en cours de validité,
6. Une attestation de non faillite délivrée par le Tribunal du Commerce, en cours de validité ;
7. Un tableau des Spécifications techniques de l'offre du fournisseur, établi suivant le modèle en annexe ;
8. Un formulaire de renseignements sur le soumissionnaire établi suivant le modèle en annexe,
9. Un Certificat d'Identification Fiscale (NIF) ;
10. Une adresse fixe et connue du soumissionnaire ;
11. Statuts du soumissionnaire (personne morale) ;
12. Registre du commerce (copie).

NB : L'absence ou la non-conformité de l'un des documents ci-haut cités entraîne le rejet de l'offre et conformément à l'article 183 du code des Marchés Publics.

10.2. Enveloppe contenant l'offre financière et qui renfermera :

- a) L'acte de soumission, rempli selon le modèle en annexe ;
- b) Le bordereau des prix, rempli selon le modèle en annexe ;
- c) Les ajustements du prix imputable aux rabais offerts ;
- d) Le délai de livraison

- NB:**
- 1) L'absence ou la non-conformité de l'un des documents ci-dessus entraîne le rejet de l'offre lors de l'analyse et Conformément à l'article 183 du Codes Marchés Publics ;
 - 2) Les chèques certifiés ne sont pas permis pour la garantie de soumission et font objet de rejet lors de l'analyse
 - 3) L'Office Burundais des Recettes ne va pas intervenir pour demander des devises requises par le soumissionnaire pour payer ses fournisseurs étrangers.
 - 4) Les fournitures peuvent provenir de n'importe quel pays, mais elles respectent les normes européennes (CE) et surtout leurs spécifications techniques doivent être conformes à celle du DAO.

11. Formulaire de soumission et formulaire des prix

Le soumissionnaire soumettra son offre en remplissant les modèles en annexe, sans apporter aucune modification de leur présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.

12. Prix de l'offre et rabais

Les prix et rabais indiqués par le soumissionnaire sur le formulaire de soumission et les formulaires de prix seront conformes aux stipulations ci-après :

- a. Le prix du matériel électrique devra figurer sur le bordereau des prix,
- b. Le prix à indiquer sur le bordereau des prix sera le prix total de l'offre hors tout rabais éventuel, le soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le formulaire de prix.
- c. Le montant total de la soumission sera exprimé, taxe sur valeur ajoutée comprise.

13. Variantes

Les variantes ne seront pas acceptées

14. Monnaie de soumission

La monnaie en laquelle seront exprimés les prix est le Franc Burundais. Le montant de la soumission est libellé, taxe sur la valeur ajoutée comprise.

15. Validité des offres

Les offres demeureront valides pendant toute la période indiquée dans les Données Particulières d'Appel d'Offres, à partir de la date de l'ouverture des offres.

16. Prolongation de la validité des offres

16.1. Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, l'Office Burundais des Recettes peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée.

16.2. La demande et les réponses doivent être faites par écrit.

16.3. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre la

garantie de soumission.

16.4. Le soumissionnaire qui accepte de proroger la durée de validité de son offre ne peut modifier son offre, mais il doit proroger la durée de validité de la garantie de soumission en conséquence.

17. Garantie bancaire de soumission

17.1. Les offres seront accompagnées d'une garantie de soumission de huit Cent mille francs burundais (800 000 BIF) délivrée par une banque reconnue par la Banque Centrale du Burundi ;

17.2. La garantie de soumission demeurera valide au moins 120 jours après la date limite de dépôt des offres du marché.

17.3. Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront retournées le plus rapidement possible, et au plus tard trente (30) jours après expiration du délai de validité des offres.

La garantie de soumission du Soumissionnaire qui aura gagné le marché sera libérée à la signature du marché, contre remise de la garantie de bonne exécution.

La garantie de soumission peut être saisie :

- a) Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
- b) Si l'attributaire du marché ne parvient pas, dans les délais fixés, à fournir la garantie de bonne exécution requise ;
- c) Dans d'autres conditions prévues par le Code des Marchés Publics.

18. Forme et signature de l'offre

18.1. Le soumissionnaire préparera un original et quatre (4) copies de l'offre en mentionnant clairement sur les exemplaires « ORIGINAL » et « COPIE » selon le cas. En cas de différence entre eux, l'original fera foi.

18.2. L'original et toutes les copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par le soumissionnaire ou par une personne ou des personnes dûment autorisée(s) à engager celui-ci. Toutes les pages de l'offre, sauf les prospectus imprimés, seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

18.3. L'offre ne contiendra aucune mention, interligne, rature ou surcharge qui ne soit paraphé par le ou les signataires de l'offre.

18.4. Les offres doivent être rédigées en langue française y compris le formulaire de soumission type inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres, dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés.

D. Dépôt des offres

19. Cachetage et marquage des offres

19.1. Les soumissionnaires placeront l'original et les copies de leurs offres dans deux enveloppes séparées et cachetées portant la mention, « **OFFRE TECHNIQUE** » et « **OFFRE FINANCIERE** » selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure.

19.2. Les enveloppes intérieure et extérieure devront :

- a) être adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans l'Avis d'Appel d'Offres ;
- b) porter le titre et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres,
- c) porter les mots « **NE PAS OUVRIR AVANT LE 12/10/2022 à 10h00'** », comme spécifié dans l'Avis d'Appel d'Offres.

19.3. Les enveloppes intérieures porteront le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre cachetée si elle a été déclarée « hors délai » conformément à la Clause 21 des instructions aux soumissionnaires. Si

l'enveloppe intérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué à la Clause 18 ci-dessus, l'Office Burundais des Recettes (OBR) ne sera en aucun cas responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément.

20. Date et heure limite de dépôt des offres

20.1. Les offres doivent être déposées à l'adresse spécifiée dans les Données Particulières d'Appel d'Offres au plus tard le 12/10/2022 à 9h30'.

20.2. L'Office Burundais des Recettes (OBR) peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de la Clause 8 des instructions aux soumissionnaires. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Office Burundais des Recettes (OBR) et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

21. Offre hors délai

Toute offre reçue par l'Office Burundais des Recettes après l'expiration du délai de dépôt des offres fixé et dites offre hors délai et ne sera pas ouverte.

22. Modification et retrait des offres

22.1. Le soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait soit reçue par l'Office Burundais des Recettes avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres.

22.2. La notification de modification ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée. Les enveloppes extérieures porteront toutefois la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT » selon le cas.

22.3. Aucune offre ne peut être modifiée après la date limite de dépôt des offres.

22.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le soumissionnaire dans sa soumission.

22.5. Le retrait de l'offre par son soumissionnaire pendant cet intervalle entraîne la confiscation de la garantie de soumission.

E. Ouverture des enveloppes et évaluation des offres

23. Ouverture des offres

23.1. L'Office Burundais des Recettes (OBR) à travers une sous-commission d'ouverture des offres issue de la Commission de Passation des Marchés (CPM) ouvrira les offres, y compris les modifications effectuées en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent assister à l'ouverture des offres à la date, heure et adresse stipulées dans l'Avis d'Appel d'Offres. Conformément à l'article 22 alinéa 9 du Code des Marchés Publics révisé, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport sur le déroulement de la séance et donne une copie à l'Autorité Contractante. Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture.

Les soumissionnaires ou leurs représentants signeront un registre attestant leur présence.

23.2. Les enveloppes marquées "RETRAIT" seront ouvertes et lues en premier. Les offres hors délai ne seront pas ouvertes, conformément à la Clause 21 des instructions aux soumissionnaires.

23.3. Lors de l'ouverture des offres, la sous-commission d'ouverture des offres annoncera les noms des soumissionnaires, les montants des offres, les rabais éventuels, les

modifications et les retraits des offres, la présence (ou l'absence) de garantie de soumission, et toute autre information que l'Office Burundais des Recettes peut juger appropriée. Ensuite, les enveloppes portant la mention « MODIFICATION » sont ouvertes et leur contenu lu en public.

23.4. La sous-commission d'ouverture des offres établira le procès-verbal de l'ouverture des offres, qui comporte notamment les informations communiquées aux soumissionnaires présents.

23.5. Les offres qui n'ont pas été ouvertes ou dont le montant n'a pas été lu lors de la séance d'ouverture ne seront en aucun cas soumises à l'évaluation.

24. Caractère confidentiel de la procédure

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres, et aux recommandations concernant l'attribution du marché ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Office Burundais des Recettes dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

25. Eclaircissements apportés aux offres et contacts avec l'OBR

25.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, l'Office Burundais des Recettes (OBR), à travers la sous-commission d'analyse issue de la Commission de Passation des Marchés peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre, y compris un sous-détail des prix unitaires.

25.2. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'Office Burundais des Recettes (OBR) lors de l'évaluation des soumissions.

25.3. Aucun soumissionnaire ne contactera l'Office Burundais des Recettes pour des questions ayant trait à son offre, entre l'ouverture des offres et l'attribution du marché. Si un soumissionnaire souhaite porter à l'attention de l'Office Burundais des Recettes des informations complémentaires, il devra le faire par écrit.

25.4. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les décisions de l'Office Burundais des Recettes relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou l'attribution du marché pourra entraîner le rejet de son offre.

26. Examen des offres et détermination de leur conformité

Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, l'Office Burundais des Recettes établira la Conformité de l'offre vérifiant que chaque offre :

- a) répond aux critères de qualification tels qu'indiqués à la Clause 3 des instructions aux soumissionnaires;
- b) a été dûment signée ;
- c) est accompagnée des garanties requises;
- d) est conforme aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'offres;
- e) présente toute précision et/ou justification que l'Office Burundais des Recettes a exigée pour déterminer sa conformité.

Une offre conforme au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui:

- a. affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la livraison des Fournitures ;

- b. limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Office Burundais des Recettes ou les obligations du soumissionnaire au titre du Marché ;
- c. est telle que sa rectification affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

L'Office Burundais des Recettes déterminera si l'offre est conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

Si une offre n'est pas conforme au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera rejetée et ne pourra être par la suite rendue conforme par la correction ou le retrait subséquent de la divergence ou réserve qui la rendait non conforme.

27. Correction des erreurs

La sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs éventuelles de calcul. Les erreurs seront corrigées de la manière suivante :

- Lorsqu'il y a une différence entre les montants en chiffres et en lettres, le montant en lettres fera foi ;
- Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total, le prix unitaire du bordereau fera foi ;
- Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fera foi, à moins que la sous-commission d'analyse estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le prix total tel qu'il est présenté fera foi et le prix unitaire sera corrigé ;
- Lorsqu'il y a une erreur d'addition des différents éléments du prix, le prix de chaque élément fait foi et le montant de la soumission corrigé.

Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée. 28. Examen administratif des offres

La Sous-commission d'analyse examinera les offres pour s'assurer que tous les documents et la Documentation technique demandée à la clause 10 des Instructions aux Soumissionnaires ont bien été fournis et sont tous authentiques. Au cas où un quelconque élément de ces documents ou renseignements manquerait, des éclaircissements seront demandé au soumissionnaire conformément à l'article 183 du code des marchés publics.

29. Evaluation technique des offres

La sous-commission d'analyse examinera l'offre technique pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans les Données Particulières d'Appel d'Offres ont été acceptées par le soumissionnaire. Si après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres la sous commissions d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme, elle écartera l'offre en question.

30. Evaluation financière des Offres

La Sous-commission d'Analyse évaluera chacune des offres dont il aura établi, à ce stade de l'évaluation, qu'elle est conforme. Pour évaluer financièrement une offre, l'Office Burundais des Recettes prendra en compte les éléments ci-après :

- a) L'acte de soumission, rempli selon le modèle en annexe ;
- b) Le bordereau des prix, rempli selon le modèle en annexe ;
- c) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la Clause 27 des instructions aux soumissionnaires ;
- d) les ajustements du prix imputable aux rabais offerts ;

31. Contacts avec l'Acheteur

Sous réserve des dispositions de la Clause 24 des instructions aux soumissionnaires, aucun Soumissionnaire n'entrera en contact avec l'Office Burundais des Recettes, entre le moment où les offres seront ouvertes et celui où le marché sera attribué. Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des soumissions et aux recommandations concernant l'attribution du marché ne sera divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu.

Si le soumissionnaire souhaite porter à l'attention de l'Office Burundais des Recettes des informations

complémentaires, il devra le faire par écrit. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Office Burundais des Recettes dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution pourra entraîner le rejet de sa soumission et lui voir appliquer les dispositions du Code des Marchés Publics du Burundi, définissant les sanctions des violations de la réglementation en matière de marchés publics.

32. Droit d'accepter ou de rejeter une offre ou toutes les offres

À tout moment avant l'attribution du Marché, l'Office Burundais des Recettes (OBR) se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, d'annuler la procédure d'Appel d'offres et de rejeter toutes les offres, sans risque des suites de l'opération de la part du ou des soumissionnaires affectés par sa décision. Cependant, il sera tenu de donner les raisons de sa décision.

F. Attribution du marché

33. Attribution du marché

L'Office Burundais des Recettes attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre est administrativement et techniquement conforme aux prescrits du DAO et dont l'offre financière est la moins disante pourvu qu'elle ne soit ni sous-estimé, ni surestimé. Le pourcentage étant de $\pm 10\%$ conformément à l'article 194 alinéa 1 du code des marchés publics.

34. Modification des quantités au moment de l'attribution du marché

Comme il s'agit d'un marché à commande, l'OBR se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité à commander pour chaque article faisant l'objet de l'offre, pour autant que ce changement n'excède pas 20% du montant total du marché et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions du Dossier d'Appel d'Offres.

35. Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par l'Office Burundais des Recettes, ce dernier notifiera à l'attributaire du Marché par une lettre écrite que sa soumission a été retenue. Cette lettre dénommée "lettre de marché" indiquera le montant qu'il paiera au Fournisseur au titre de la livraison des Fournitures et de ses obligations de garantie. La lettre de marché précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre initiale de l'attributaire. Si le soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, son offre sera rejetée et la garantie de soumission peut être saisie.

36. Signature du marché

L'Office Burundais des Recettes enverra à l'attributaire du Marché la lettre de marché qui récapitule toutes les dispositions acceptées par les parties. L'attributaire du Marché la signera et la renverra au Maître d'Ouvrage, avec la garantie de bonne exécution requise. L'Office Burundais des Recettes informera dans les meilleurs délais les autres soumissionnaires que leurs offres n'ont pas été retenues, et leur restituera leurs garanties de soumission.

37. Garantie bancaire de bonne exécution et modalités de paiement

Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la réception de la lettre de marché de l'Office Burundais des Recettes, l'attributaire fournira à l'Office Burundais des Recettes une garantie de bonne exécution de 10 % du montant du marché. Si l'attributaire du Marché ne remplit pas les conditions du marché, l'attribution du Marché sera annulée et la garantie de soumission sera saisie. L'Office Burundais des Recettes (OBR) peut alors attribuer le Marché au Soumissionnaire classé second. La garantie bancaire de bonne exécution devra être établie suivant le modèle en annexe. Une main levée sur 50% de cette garantie sera accordée après la réception sur présentation du PV de Réception validé par le Directeur National de contrôle des Marchés Publics. Les autres 50% seront libérés après la période de garantie technique.

37.2. Modalités de paiement

Le paiement se fera en monnaie locale après la réception du marché par virement bancaire au compte du fournisseur, dans trente jours suivant la présentation de la facture accompagnée d'un procès-verbal de réception signé par la Commission de réception, un représentant du fournisseur, un représentant de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics et validé par le Directeur National de Contrôle des Marchés Publics.

38. Garantie technique des fournitures

Le fournisseur retenu devra s'engager à signer un acte d'engagement pour une garantie technique de type « remplacer » de deux (2) mois, comptés chaque fois à partir de la date de livraison. Cette garantie couvre les défauts de fabrication ou d'un vice caché. Au cours de cette période, le fournisseur s'engagera à remplacer à ses propres frais, toutes les fournitures qui présenteront un défaut de fabrication dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours calendaires à partir de la réception de la lettre de l'Autorité Contractante qui le demande.

39. Pénalités de retard

En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, le titulaire du marché est passible des pénalités journalières égales à 1/1000 de la valeur de la

tranche non exécutée, pour chaque jour calendrier de retard, après mise en demeure préalable. Le montant des pénalités sera calculé suivant la formule ci-après :

$P = M \times N/1000$, dans laquelle : P = Pénalités

M = Montant de la tranche livrée avec retard

N = nombre de jours de retard.

Ces pénalités ne peuvent excéder dix pourcent (10%) de la valeur totale du marché.

40. Recours

Si un soumissionnaire s'estime lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre d'une procédure de sélection ou de passation de marché, il en réfère directement à l'autorité contractante, conformément aux dispositions de l'article 337 à 345 du Code des marchés publics du Burundi. En cas d'échec de la procédure précédente, le soumissionnaire peut exercer les recours prévus par ledit Code.

II.2. DONNEES PARTICULIERES DE L'APPEL D'OFFRES (DPAO)

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux fournitures faisant l'objet de l'Appel d'offres, complètent ou, le cas échéant, modifient les dispositions des Instructions aux Soumissionnaires (IS). En cas de divergence, les données particulières ci-dessous ont priorité sur les clauses des instructions aux soumissionnaires.

Les chiffres de la première colonne se réfèrent à la Clause correspondante des Instructions aux Soumissionnaires.

Référence aux IS	A. Généralités
1.	<p>Objet de la soumission</p> <p>L'objet de la soumission concerne la fourniture du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité à l'OBR. DAO N° DNCMP/127/F/2022-2023.</p> <p>Délai de livraison</p> <p>Le délai de livraison est de quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre de notification.</p> <p>L'Autorité Contractante se réserve le droit d'augmenter ou diminuer les quantités à commander, pour autant que ce changement n'excède pas 20% du montant total du marché et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>Adresse :</p> <p>L'adresse de l'Office Burundais des Recettes (OBR) est : Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P. 3465 Bujumbura II, Tél : 22 282146.</p>
2	<p>Origine des fonds :</p> <p>Le marché est financé sur le budget ordinaire de l'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES, exercice 2022-2023.</p>

3.	<p>Soumissionnaire admis à concourir</p> <p>La participation au marché est ouverte à égalité de conditions à toute personne physique ou morale justifiant des capacités techniques, juridiques et financières et remplissant les conditions du présent Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 151 du Code des Marchés Publics.</p>
4.	<p>Origine des fournitures :</p> <p>Les fournitures peuvent provenir de n'importe quel pays, mais elles respectent les normes européennes (CE) et surtout leurs spécifications techniques doivent être conformes à celles du DAO.</p>

B. Le Dossier d'Appel d'Offres

6.	<p>Le contenu du Dossier d'Appel d'Offres</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Avis d'Appel d'Offres (AAO) ; b. Règlement Particulier d'Appel d'Offres (RPAO) ; c. Instructions aux Soumissionnaires (IS) ; d. Données Particulières d'Appel d'Offres (DPAO) ; e. Formulaires de Soumissions.
----	---

C. Préparation des offres

10.	<p>Les documents constituant l'offre :</p> <p>10.1. Enveloppe contenant l'offre technique renfermera :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Une preuve d'achat du Dossier d'Appel d'Offres portant le numéro du marché ; 2. Un acte d'engagement, établi suivant le modèle en annexe; 3. Une garantie bancaire de soumission, établie suivant le modèle en annexe; 4. Une attestation de non redevabilité aux impôts et taxes, en original et en cours de validité délivrée par l'OBR; 5. Une attestation de non redevabilité délivrée par l'INSS en original et en cours de validité, 6. Une attestation de non faillite délivrée par le Tribunal du Commerce, en cours de validité, 7. Un tableau des Spécifications techniques, établi suivant le modèle en annexe ; 8. Un formulaire de renseignements sur le soumissionnaire établi suivant le modèle en annexe ; 9. Un Certificat d'Identification Fiscale (NIF). <p>NB : L'absence ou la non-conformité de l'un des documents ci-dessus sera traité conformément à l'article 183 du Code des Marchés Publics ;</p>
-----	--

	<p>10.2. Enveloppe contenant l'offre financière qui renfermer :</p> <p>a) L'acte de soumission, rempli selon le modèle en annexe ; b) Le bordereau des prix, rempli selon le modèle en annexe ; c) les ajustements du prix imputable aux rabais offerts ; d) le délai de livraison</p> <p>NB: 1) L'absence ou la non-conformité de l'un des documents ci-dessus sera traité conformément à l'article 183 du Code des Marchés Publics ; 2) Les chèques certifiés ne sont pas permis pour la garantie de soumission et font objet de rejet lors de l'analyse 3) L'Office Burundais des Recettes ne va pas intervenir pour demander des devises requises par le soumissionnaire pour payer ses fournisseurs étrangers. 4) Les fournitures peuvent provenir de n'importe quel pays, mais elles respectent les normes européennes (CE) et surtout leurs spécifications techniques doivent être conformes à celle du DAO.</p>
<p>12.</p>	<p>Prix de l'offre et rabais</p> <p>Les prix sont exprimés en Francs Burundais, taxe sur la valeur ajoutée comprise. Ils ne feront sujet de révision ni d'actualisation.</p>
<p>13.</p>	<p>Variantes</p> <p>Les variantes ne sont pas autorisées</p>
<p>14.</p>	<p>Monnaies de soumission</p> <p>Le soumissionnaire indique entièrement en francs burundais le prix de son offre. Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultantes de l'exécution complète du marché.</p>
<p>15</p>	<p>Validité des offres</p> <p>Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jour calendaire à compter de la date d'ouverture effective des offres.</p>
<p>17.</p>	<p>Garantie de soumission</p> <p>Les offres seront accompagnées d'une garantie de soumission de huit Cent mille francs burundais (800 000 BIF) délivrée par une banque reconnue par la Banque Centrale du Burundi</p> <p>La garantie de soumission demeurera valide au moins 120 jours après la date limite de dépôt des offres du marché.</p> <p>La Garantie bancaire de soumission devra être délivrée par une banque agréée par la Banque de République du Burundi et être établie suivant le modèle en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres. La garantie est libellée en Francs Burundais.</p>
<p>18.</p>	<p>Cachetage et marquage des offres</p> <p>Le nom et le numéro d'identification de la présente procédure d'Appel d'Offres sont les suivants : DAO N° DNCMP/127/F/2022-2023.</p>

20.	<p>Date limite de dépôt des offres</p> <p>La date limite de dépôt des offres est fixée au 12/10/2022 à 9 h 30'. L'adresse de l'Office Burundais des Recettes est la suivante : OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES, Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P. 3465 Bujumbura II, 3^{ème} étage, Tél : 22 282146.</p>
Référé nce aux IS	<p>E. Ouverture et évaluation des offres</p>
23.	<p>Ouverture des offres</p> <p>L'ouverture des offres aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivantes : Immeuble VIRAGO COMPLEX, Quartier Industriel, Avenue de la Tanzanie, N°936a/A, B.P. 3465 Bujumbura II, Tél : 22 282146, le 12/10/2022 à 10 h 00'.</p> <p>Conformément à l'article 22 alinéa 9 du Code des Marchés Publics révisé, un cadre requis par l'Autorité Contractante auprès de la DNCMP peut assister à la séance d'ouverture des offres. Il dresse un rapport sur le déroulement de la séance et donne une copie à l'Autorité Contractante. Il ne signe pas sur le procès-verbal d'ouverture.</p>
28.	<p>Examen administratif des offres</p> <p>La sous-commission d'analyse s'assurera que tous les documents demandés à la clause 10 des DPAO ont bien été fournis et sont tous authentiques. L'OBR se réserve le droit de demander des éclaircissements sur l'authenticité ou toute autre irrégularité constatée dans les documents administratifs, conformément à l'article 183 du Code des Marchés Publics.</p>
29.	<p>Evaluation technique des offres</p> <p>La sous-commission d'analyse s'assurera que les offres répondent bien aux critères techniques fixés dans le DAO.</p>
30.	<p>Evaluation financière</p> <p>Elle se basera sur les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'acte de soumission, rempli selon le modèle en annexe ; b) Le bordereau des prix, rempli selon le modèle en annexe ; b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la Clause 27 des instructions aux soumissionnaires ; c) les ajustements du prix imputable aux rabais offerts ;
33.	<p>Attribution du marché</p> <p>L'Office Burundais des Recettes attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre est Administrativement et techniquement conforme au prescrit du DAO et dont l'offre financière est la moins disante, pourvu qu'elle ne soit ni sous-estimé, ni surestimé. Le pourcentage étant de $\pm 10\%$ conformément à l'article 194 alinéa 1 du code des marchés publics.</p>

<p>34.</p> <p>37.</p> <p>38.</p> <p>39.</p>	<p>Modification des quantités</p> <p>L'OBR se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité à commande, pour autant que ce changement n'excède pas 20% du montant total du marché et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>Garantie de bonne exécution et modalités de paiement</p> <p>Dans les vingt (20) jours au plus tard suivant la réception de la lettre de marché de l'Office Burundais des Recettes, (OBR), l'attributaire fournit à l'Office Burundais des Recettes, une garantie bancaire de bonne exécution de 10 % du montant total du marché, établie suivant le modèle en annexe. La garantie bancaire de bonne exécution devra être établie suivant le modèle en annexe. Une main levée sur 50% de cette garantie sera accordée après la réception sur présentation du PV de réception. Les autres 50% seront libérés après l'expiration de la période de garantie technique.</p> <p>Le paiement se fera en monnaie locale après la réception du marché par virement bancaire au compte du fournisseur, dans trente jours suivant la présentation de la facture accompagnée d'un procès-verbal de réception signé par la Commission de réception, un représentant du fournisseur, un représentant de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics et validé par le Directeur National de Contrôle des Marchés Publics.</p> <p>Garantie technique des fournitures</p> <p>Le fournisseur retenu devra s'engager à signer un acte d'engagement pour une garantie technique de type « remplacer » deux (2) mois, comptés chaque fois à partir de la date de livraison. Cette garantie couvre les défauts de fabrication ou d'un vice caché. Au cours de cette période, le fournisseur s'engagera à remplacer à ses propres frais, toutes les fournitures qui présenteront un défaut de fabrication dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours calendaires à partir de la réception de la lettre de l'Autorité Contractante qui le demande.</p> <p>Pénalités de retard</p> <p>En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, le titulaire du marché est passible des pénalités journalières égales à 1/1000 de la valeur de la tranche non exécutée, pour chaque jour calendrier de retard. Le montant des pénalités sera calculé suivant la formule ci-après:</p> <p>$P = M \times N/1000$, dans laquelle : P = Pénalités M = Montant de la tranche livrée avec retard N = nombre de jours de retard.</p> <p>Ces pénalités ne peuvent excéder dix pourcent (10%) de la valeur totale du marché.</p>
<p>40.</p>	<p>Recours</p> <p>Un soumissionnaire lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre d'une procédure de sélection ou de passation de marché se réfère directement à l'autorité contractante, conformément aux dispositions de l'article 337 à 345 du Code des marchés publics du Burundi. En cas d'échec de la procédure précédente, le soumissionnaire peut exercer les recours prévus par ledit Code.</p>

**DEUXIEME PARTIE : SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET LES QUANTITES DU
PETIT MATERIEL ELECTRIQUE D'ENTRETIEN ET DE SECURITE A FOURNIR**

Les spécifications techniques et les quantités nécessaires pour la fourniture du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité requis par l'OBR :

N°	Désignation de l'article + Spécifications techniques	Quantité requise
1	Disjoncteur bipolaire 16A	10
2	Disjoncteur bipolaire 25A	15
3	Disjoncteur différentiel 63A	10
4	Tubes fluorescents 40W	50
5	Réglette 40W	15
6	Tubes fluorescents 20W	200
7	Réglette 20W	15
8	Starter 220-240v (S10)	30
9	Prises de courant encastrées(P+N+T)	15
10	Prises de courant apparentes (P+N+T)	10
11	Coffret divisionnaire apparent 6 modules	2
12	Coffret divisionnaire apparent 12 modules	3
13	Coffret divisionnaire apparent 12 modules à deux rangs	3
14	Finasol (carton de 12 * 0.5L)	2
15	Eau distillée (carton de 12*1L)	2
16	Batteries des générateurs 120 AH-12V	5
17	Batteries des générateurs 70AH-12V	10
18	Batterie des générateurs 50AH-12V	3
19	Batteries sèches 12V 7Ah pour les petits onduleurs	40
20	Echelle en aluminium à 4 pieds position triangle de 3.5 à 5m	2
21	Rouleaux de câble VOB 1,5 mm ² (bleu et rouge)	2
22	Fiche électrique mâle 16A LEGRAND (2pôles+terre en cuivre)	10
23	Fiche électrique femelle 16A LEGRAND (2pôles+terre en cuivre)	10
24	Fiche électrique Mâle industrielle LEGRAND 32A (3P+T+N en Cuivre)	2
25	Fiche électrique femelle industrielle LEGRAND32A (3P+T+N en Cuivre)	2
26	Rouleau de Câble électrique en cuivre de 3x2,5mm ² (souple)	2
27	Socketts électriques pour ampoule (Support de lumière E27 céramique porcelaine vis supports de lampe pour ampoule à chaleur douille X20)	25
28	Ampoules économiques PHILIPS (E27-8W-220V)	40

29	Disjoncteur Tétra polaire 125A avec déclencheurs à microprocesseur pour la protection de réseau en courant alternatif	2
30	Disjoncteur tétra polaire 630A	2
31	Disjoncteur tétra polaire 250A	2
32	Inverseur électrique manuel de 63A	2
33	Piles pour télécommande (AAA) 1.5V	20
34	Contacteurs DE PUISSANCE 400A pour les groupes électrogènes	2
35	Contacteurs de commande pour les groupes électrogènes 63A	2
36	Cosse pour batterie	8
37	Ballast 40 w	15
38	Ballast 20 w	10
39	Pince ampèremétrique digital	1
40	Multimètre Fluke (avec mesure des capacités et fréquences)	2
41	Rouleau de Gaine flexible(50m)	2
42	Souliers de câbles :8 pour 10mm ² , 8 pour 16mm ² , 8 pour 25 mm ² , 8 pour 50 mm ² ,	5
43	Kit de 5 couleurs de ruban adhésif pour isolation électrique (1 de couleur de mise à la terre vert-jaune et 4 autres couleurs différentes)	10
44	Telluromètre (appareil de mesure de la résistance de la terre)	1
45	Rouleaux de Câbles 4x4 mm ² rigide	2
46	Interrupteur apparent simple allumage	8
47	Interrupteur encastré simple allumage	10
48	Interrupteur encastré double allumage	7
49	Lampe Torche LED rechargeable pour les électriciens avec 2 kits batteries de remplacement	2
50	Rallonge multiprise LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 1.5m	8
51	Rallonge multiprise LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 3m	10
52	Rallonge multiprise LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 5m	10
53	Réglette double 40W de type PHILIPS	10
54	Paires de gants pour électricien	6
55	Paires de chaussures pour électriciens (pointures : 2 paires de 9, une de 8.5 et 2 de 8)	6
56	Régulateur/ stabilisateur de tension 3000 VA	4
57	Valise d'outillage complet pour électricien (dimensions d'au moins 50 x40 x20)	2
58	Contrôleur d'ordre de phase	1
59	Rallonge LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 50 m	2

60	Batterie pour onduleurs 12 V 12 AH	6
61	Piles pour multimètre 9 V	5
62	Disjoncteur 250 A DC (pour courant continu)	2
63	Rouleaux de Câbles 3x2,5 mm ² rigide	2
64	Foreuse Makita HR2600. 230-240V ;50Hz;3.5A ;800W	1
65	Meuleuse Makita GA 9020 diam 230mm ;P :2200W ;M :14	1
66	Visseuse à placo DF5451Z-18VLXT makita avec batterie de rechange1.5Ah	1

NB : 1. Tout le matériel doit être original.

TROISIEME PARTIE : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

L'OBR, ci-après désignée « **l'Acheteur** », représenté par son Commissaire Général, Monsieur Jean Claude MANIRAKIZA, d'une part,
et
L'Attributaire du marché, ci-après désignée « **le Fournisseur** », représenté par d'autre part,
ont convenu ce qui suit:

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Objet du marché

Le présent Marché a pour objet la fourniture du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité à l'OBR.
Les fournitures à livrer doivent être originales.

Article 2 : Documents contractuels

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont le soumissionnaire assure avoir pris connaissance et définissant les conditions du Marché sont:

- Le Marché (ou le contrat) ;
- La soumission ;
- Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ;
- Le Code des Marchés Publics et les textes d'application

En cas de discordance entre les pièces contractuelles et constitutives du Marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci- dessus.

CHAPITRE II - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3 : Prix du Marché

Le Montant du Marché s'élève à la somme de *[Insérer la somme]* (..... ..BIF) francs burundais, taxe sur valeur ajoutée comprise.

Article 4 : Nature du Marché

Le marché à intervenir sera un marché à commande.

Article 5 : Régime fiscal et douanier

Les prix du présent Marché sont réputés comprendre tous les montants dus au titre des impôts, droits, taxes et obligations résultant de l'exécution du Marché, applicables en République du Burundi.

Article 6: Révision de prix

Les prix ne sont ni révisables, ni actualisables.

Article 7 : Modalités de paiement

Le paiement se fera en monnaie locale après la réception du marché par virement bancaire au compte du fournisseur, dans trente jours suivant la présentation de la facture accompagnée d'un procès-verbal de réception signé par la Commission de réception, un représentant du fournisseur, un représentant de la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics et validé par le Directeur National de Contrôle des Marchés Publics.

CHAPITRE III- EXECUTION ET RECEPTION DU MARCHÉ

Article 8 : Délai de livraison

Le délai de livraison est de quarante-cinq (45) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande. Les livraisons partielles et les paiements y relatifs sont autorisés.

Article 9 : Réception du marché

Après la notification de l'avis d'arrivée des fournitures, les membres de commission de réception et le représentant du fournisseur procéderont à la réception des fournitures.

Lors de la réception, la commission vérifiera la conformité des fournitures aux spécifications techniques du marché ainsi que les quantités à livrer.

Article 10 : Retards et pénalités

En cas de dépassement des délais contractuels fixés par le marché, le titulaire du marché est passible des pénalités journalières égales à 1/1000 de la valeur de la tranche non exécutée dans les délais, pour chaque jour calendaire de retard, après mise en demeure préalable.

Ces pénalités ne peuvent excéder dix pourcent (10%) de la valeur totale du marché.

CHAPITRE IV- RESILIATION - DIFFERENDS ET LITIGES

Article 11 : Résiliation du Marché

Le Marché est résilié de plein droit dans les cas suivants :

- impossibilité manifeste et durable du Fournisseur compromettant la bonne exécution du Marché,
- règlement judiciaire, sauf si l'Autorité Contractante accepte, s'il y a lieu, les offres qui peuvent être faites par les créanciers pour la continuation du Marché,
- liquidation des biens, si le Fournisseur n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer ses activités,

En cas d'événement ne provenant pas de son fait et rendant impossible l'exécution du Marché, ce dernier peut être résilié par les autorités contractantes sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Article 12 : Différends et litiges

Si un différend survient entre l'Acheteur et le Fournisseur, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le Fournisseur remet à la Personne Responsable des Marchés aux fins de transmission à l'Acheteur, un mémoire exposant les motifs et indiquant les montants de ses réclamations.

Si le Fournisseur n'accepte pas la décision de l'Acheteur et qu'aucune solution à l'amiable n'est trouvée, le différend est soumis aux juridictions compétentes de Bujumbura qui trancheront suivant les règles en vigueur au Burundi.

Article 13 : Entrée en vigueur du Marché

L'entrée en vigueur du présent Marché est subordonnée à l'approbation par des Autorités compétentes et la constitution des garanties requises par le titulaire du marché.

Article 14 : Approbation du Marché

Le présent Marché relatif à la fourniture du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité, est approuvé après signature du Ministre des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique.

Lu et accepté sans réserve, le.....

LE FOURNISSEUR

**Conclu le
par,**

L'AUTORITE CONTRACTANTE

LE COMMISSAIRE GENERAL

Jean Claude MANIRAKIZA

**POUR APPROBATION,
le.../.../2022**

**LE MINISTRE DES FINANCES,
DU BUDGET ET DE LA
PLANIFICATION ECONOMIQUE**

Hon Audace NIYONZIMA

Annexe 1 : Acte de Soumission

Date : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

À :

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'Appel d'Offres, y compris l'additif/ les additifs No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous proposons de fournir conformément au Dossier d'Appel d'Offres et au calendrier de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et spécifications techniques, [*préciser la nature des prestations*] les Fournitures et Services connexes ou les services courants ci-après : _____ ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : _____ ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : _____ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'Appel d'Offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du Marché d'un montant de_____ ;
- g) Nous ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4 des Instructions aux soumissionnaires.
- j) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé.
- k) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____

En date du _____ jour de _____

Signature (et cachet) du soumissionnaire

Annexe 2 : Modèle de garantie bancaire de soumission

AOI No. : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

_____ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse de l'Acheteur]

Date : _____

Garantie d'offre no. : _____

Nous avons été informés que _____ [nom du Soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. _____ pour la fourniture de _____ [description des fournitures] et vous a soumis son offre en date du _____ [date du dépôt de l'offre] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission.

A la demande du soumissionnaire, nous _____ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a- s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans le formulaire d'offre ; ou
- b- s'il, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité :
 - ne signe pas le Marché, s'il est tenu de le faire ; ou
 - ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu'il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expire :

- a- si le marché est octroyé au soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du marché et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du soumissionnaire ;
- b- si le marché n'est pas octroyé au soumissionnaire, à la première des dates suivantes :
 - lorsque nous recevons copie de votre notification au soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou
 - Trente (30) jours suivant l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

Signature : [Signature de la personne dont les noms et qualité figurent ci-dessus]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

Annexe 3: Bordereau des prix

Date: _____
Avis d'Appel d'Offres No. : _____

Nom du soumissionnaire : _____

N°	Désignation de l'article + Spécifications techniques	Quantité requise	PU HTVA	PT HTVA
1	Disjoncteur bipolaire 16A	10		
2	Disjoncteur bipolaire 25A	15		
3	Disjoncteur différentiel 63A	10		
4	Tubes fluorescents 40W	50		
5	Réglette 40W	15		
6	Tubes fluorescents 20W	200		
7	Réglette 20W	15		
8	Starter 220-240v (S10)	30		
9	Prises de courant encastrées(P+N+T)	15		
10	Prises de courant apparentes (P+N+T)	10		
11	Coffret divisionnaire apparent 6 modules	2		
12	Coffret divisionnaire apparent 12 modules	3		
13	Coffret divisionnaire apparent 12 modules à deux rangs	3		
14	Finasol (carton de 12 * 0.5L)	2		
15	Eau distillée (carton de 12*1L)	2		
16	Batteries des générateurs 120 AH-12V	5		
17	Batteries des générateurs 70AH-12V	10		
18	Batterie des générateurs 50AH-12V	3		
19	Batteries sèches 12V 7Ah pour les petits onduleurs	40		
20	Echelle en aluminium à 4 pieds position triangle de 3.5 à 5m	2		
21	Rouleaux de câble VOB 1,5 mm ² (bleu et rouge)	2		
22	Fiche électrique mâle 16A LEGRAND (2pôles+terre en cuivre)	10		
23	Fiche électrique femelle 16A LEGRAND (2pôles+terre en cuivre)	10		
24	Fiche électrique Mâle industrielle LEGRAND 32A (3P+T+N en Cuivre)	2		
25	Fiche électrique femelle industrielle LEGRAND32A (3P+T+N en Cuivre)	2		
26	Rouleau de Câble électrique en cuivre de 3x2,5mm ² (souple)	2		

27	Sockets électriques pour ampoule (Support de lumière E27 céramique porcelaine vis supports de lampe pour ampoule à chaleur douille X20)	25		
28	Ampoules économiques PHILIPS (E27-8W-220V)	40		
29	Disjoncteur Tétra polaire 125A avec déclencheurs à microprocesseur pour la protection de réseau en courant alternatif	2		
30	Disjoncteur tétra polaire 630A	2		
31	Disjoncteur tétra polaire 250A	2		
32	Inverseur électrique manuel de 63A	2		
33	Piles pour télécommande (AAA) 1.5V	20		
34	Contacteurs DE PUISSANCE 400A pour les groupes électrogènes	2		
35	Contacteurs de commande pour les groupes électrogènes 63A	2		
36	Cosse pour batterie	8		
37	Ballast 40 w	15		
38	Ballast 20 w	10		
39	Pince ampèremétrique digital	1		
40	Multimètre Fluke (avec mesure des capacités et fréquences)	2		
41	Rouleau de Gaine flexible(50m)	2		
42	Souliers de câbles :8 pour 10mm ² , 8 pour 16mm ² , 8 pour 25 mm ² , 8 pour 50 mm ² ,	5		
43	Kit de 5 couleurs de ruban adhésif pour isolation électrique (1 de couleur de mise à la terre vert-jaune et 4 autres couleurs différentes)	10		
44	Telluromètre (appareil de mesure de la résistance de la terre)	1		
45	Rouleaux de Câbles 4x4 mm ² rigide	2		
46	Interrupteur apparent simple allumage	8		
47	Interrupteur encastré simple allumage	10		
48	Interrupteur encastré double allumage	7		
49	Lampe Torche LED rechargeable pour les électriciens avec 2 kits batteries de remplacement	2		
50	Rallonge multiprise LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 1.5m	8		
51	Rallonge multiprise LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 3m	10		
52	Rallonge multiprise LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 5m	10		
53	Réglette double 40W de type PHILIPS	10		
54	Paires de gants pour électricien	6		

55	Paires de chaussures pour électriciens (pointures : 2 paires de 9, une de 8.5 et 2 de 8)	6		
56	Régulateur/ stabilisateur de tension 3000 VA	4		
57	Valise d'outillage complet pour électricien (dimensions d'au moins 50 x40 x20)	2		
58	Contrôleur d'ordre de phase	1		
59	Rallonge LEGRAND 5 X 2P+T avec cordon 50 m	2		
60	Batterie pour onduleurs 12 V 12 AH	6		
61	Piles pour multimètre 9 V	5		
62	Disjoncteur 250 A DC (pour courant continu)	2		
63	Rouleaux de Câbles 3x2,5 mm2 rigide	2		
64	Foreuse makita HR2600. 230-240V ;50Hz;3.5A ;800W	1		
65	Meuleuse Makita GA 9020 diam 230mm ;P :2200W ;M :14	1		
66	Visseuse à placo DF5451Z-18VLXT makita avec batterie de rechange1.5Ah	1		

NB : 1.L'Autorité Contractante se réserve le droit d'augmenter ou diminuer les quantités à commander, de 20% au plus. avant ou après

l'attribution du marché.

2.Tout le matériel doit être original

Annexe 4 : Modèle de garantie bancaire de bonne exécution

Date :

Appel d'offres n°: _____

_____ [nom de la banque et adresse de la banque d'émission]

Bénéficiaire : _____ [nom et adresse de l'Acheteur]

Date : _____

Garantie de bonne exécution no. : _____

Nous avons été informés que _____ [nom du Fournisseur] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour la fourniture de _____ [description des fournitures] (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Fournisseur, nous _____ [nom de la banque] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres] _____ [insérer la somme en lettres]¹. Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie expire à la fin de garantie des fournitures _____ jour de _____ 2____, 2 et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

[Signature] _____

En date du _____ jour de _____.

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

¹ Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'Acheteur.

² La date est établie conformément à l'article 5 du Cahier des Clauses administratives particulières (« CCAP »), en tenant compte de toute obligation de garantie technique du Fournisseur pour une garantie d'exécution partielle. L'Acheteur doit prendre en compte le fait que, dans le cas d'une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d'expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu'il préparera la garantie, l'Acheteur peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l'avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite de l'Acheteur, formulée avant l'expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois. »

Annexe 5: ACTE D'ENGAGEMENT (modèle à mettre dans l'offre technique)

Je/nous Soussigné(s).....

Agissant au nom et pour le compte de..... (Nom et adresse du Soumissionnaire).

Et en vertu des pouvoirs qui me/nous est/sont conféré(s), après avoir pris connaissance du Cahier Spécial des Charges du DAO N°DNCMP/...../F/2022-2023 , je/nous m'/nous engage/engageons sur mes/nos biens, meubles et immeubles, à fournir du petit matériel électrique d'entretien et de sécurité à l'OBR conformément au Cahier Spécial des Charges susmentionné, moyennant le prix de mon offre financière.

Je/nous/m'/nous/engage/engageons à constituer un cautionnement de bonne exécution du marché dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Je/nous reste/restons engagé(s) par la présente soumission, pendant un délai de 90 jours calendriers à partir de la date d'ouverture des offres.

La livraison des fournitures se fera dans un délai de.....jours.

Je/nous/m'/nous/engage/engageons à une garantie technique de type « remplacer » de deux mois, compté à partir de la réception, pour toute fourniture faisant objet du marché ci-haut cité.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenu de retenir l'offre la moins disante ni de donner suite à l'une ou l'autre des offres que vous recevrez.

Fait à Bujumbura, le...../...../2022

Le (s) soumissionnaires (s)
(Signatures et Sceau du/des soumissionnaire/s)